



Performances des grands groupes bancaires au 30 septembre 2024

Novembre 2024

Chiffres clés au 30 septembre 2024

Portés par la performance commerciale des pôles opérationnels, les niveaux de revenus et de résultats générés au 30 septembre 2024 témoignent de la capacité des banques françaises à croître tout en maintenant une gestion rigoureuse des risques, des charges et des ressources.

Avec des revenus et des résultats en croissance respective de +3,9% et +3,3%, tous les métiers ont contribué à cette performance caractérisée par une activité commerciale particulièrement soutenue et des indicateurs financiers de très bon niveau :

- un produit net bancaire cumulé de 102,4 milliards d'euro soit + 3,9% par rapport au 30 septembre 2023 ;
- un résultat net cumulé de 21,6 milliards d'euro soit +3,3 % par rapport au 30 septembre 2023.

Ainsi, tout en servant l'ensemble des segments de leurs clientèles et en poursuivant la mise en place de leurs mesures d'efficacité opérationnelle, les banques françaises confirment leur rôle moteur dans le soutien actif de l'économie et s'appuient sur leur modèle diversifié et intégré pour mettre leurs ressources au service des transitions environnementales et sociétales.

Indicateurs clés au 30/09/2024

Un niveau d'activité dynamique

PRODUIT NET BANCAIRE

30/09/2023	30/09/2024
98,6 Mds €	102,4 Mds €

+ 3,9 %

RESULTAT NET

30/09/2023	30/09/2024
20,9 Mds €	21,6 Mds €

+ 3,3 %

Coefficient d'exploitation
moyen en baisse

↓ - 214 pb

Coût du risque
en hausse

↑ + 23 %

Des bilans très solides

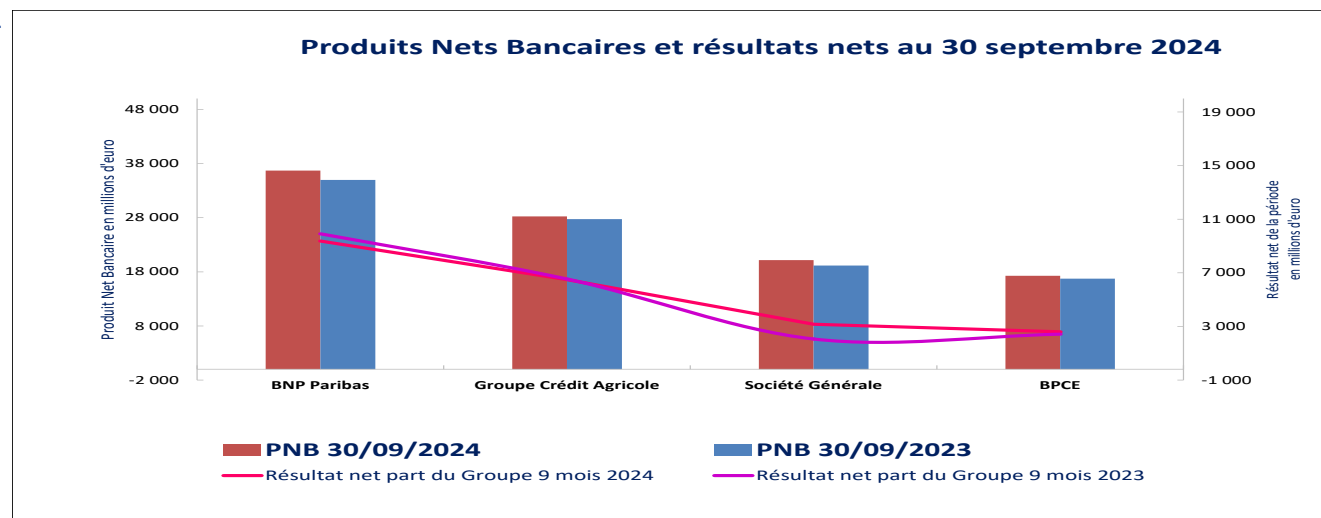
RATIO DE CET 1

31/12/2023	30/09/2024
14,9%	14,9%

RESERVES DE LIQUIDITE

31/12/2023	30/09/2024
1 537 Mds €	1 583 Mds €

Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 30 septembre 2024

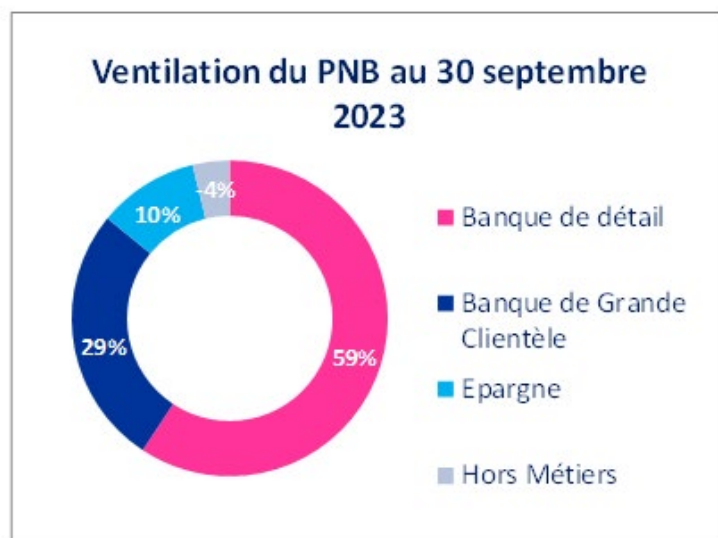
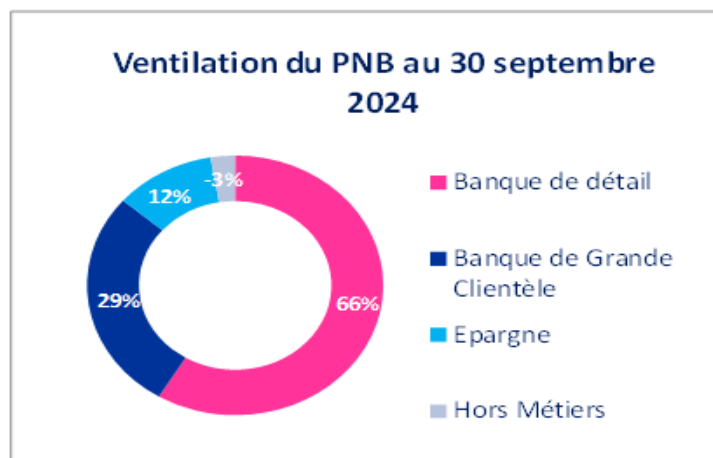


Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 30 septembre 2024

Remarque liminaire : Comme indiqué à la fin de ce document (« Méthodologie de l'analyse »), l'objectif de cette publication est de présenter, sur la base des communiqués de presse et des slides investisseurs publiés, les principaux indicateurs de performance des principaux groupes bancaires français et d'apporter des commentaires sur les événements significatifs de la période et l'information financière associée.

Répartition des revenus par activités

Sur les 9 premiers mois de l'année 2024, si les réseaux de la banque de détail génèrent des revenus stables, les PNB des activités de la banque de grande clientèle et des métiers de l'épargne enregistrent des hausses notables qui s'élèvent respectivement à + 6,1% et +6,8%.



Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 30 septembre 2024

Eléments non-opérationnels et non récurrents

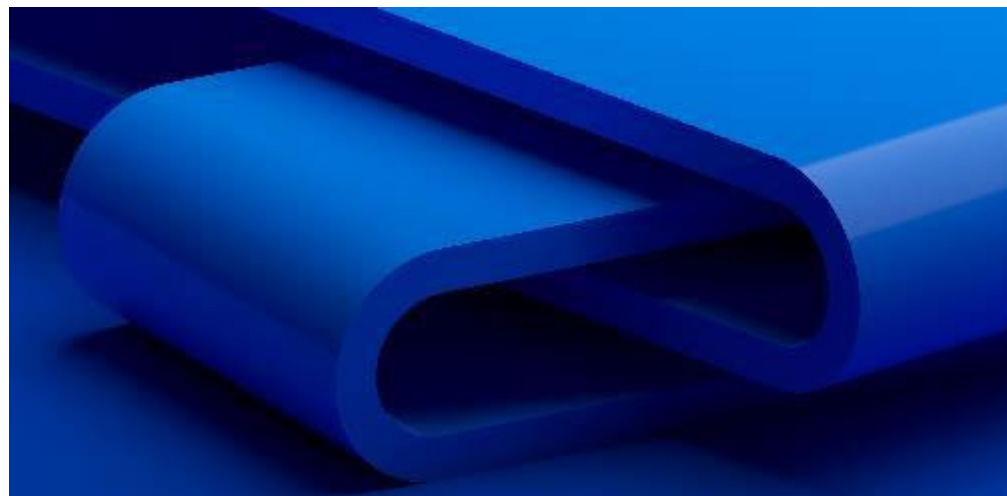
Au-delà des éléments comptables récurrents de volatilité comptable (Debt Valuation Adjustment, spread émetteur de la FVA [Funding Value Adjustment], et secured lending) impactant l'ensemble des banques, les groupes Société Générale et Crédit Agricole communiquent sur des éléments spécifiques.

Les comptes du groupe Société Générale intègrent la comptabilisation d'un montant exceptionnel de 301 millions d'euros relatif à une somme reçue en juillet 2024 visant à solder ses dernières expositions en Russie (en lien avec son ancienne présence locale via Rosbank). Ces expositions, valorisées à zéro ou provisionnées dans les comptes du groupe, ont fait l'objet d'un recouvrement conformément aux réglementations en vigueur et après approbations des différentes autorités réglementaires compétentes.

Le groupe fait également état d'un gain net de 21 millions d'euros lié en grande partie à la cession du siège social de la banque KB en République tchèque.

Outre les coûts d'intégration et d'acquisition de Degroof Petercam (-27 millions d'euros) et d'ISB (-54 millions d'euros), le groupe Crédit Agricole communique sur un complément de provision pour risque Ukraine (-20 millions d'euros).

Enfin, il convient de rappeler que le groupe BNP Paribas avait comptabilisé dès le 30 juin l'effet de la reconsolidation des activités en Ukraine (+226 millions d'euros) avec une participation de 60% dans Ukrsibbank et une plus-value de cession des activités Personal Finance au Mexique (+118 millions d'euros).



Analyse des métiers

Banque de détail

Si les revenus des activités de la banque de détail sont stables (-0,1%) sur les 9 premiers mois de l'année dans un contexte toujours attentiste en matière de crédits et de poursuite d'une hausse des dépôts rémunérés, le métier devrait profiter de la pentification de la courbe des taux telle qu'attendue par le marché et voir ainsi ses revenus progresser dans les prochains mois.

BNP Paribas

- ❑ **En France :**
 - Améliorations de la marge nette d'intérêts en France et commissions en hausse soutenues par les commissions financières et notamment la croissance des encours sous gestion.
 - Poursuite du développement de **Hello bank!** (3,7 millions de clients au 30/09/2024) porté par la dynamique de la croissance organique et le bon déroulement de l'opération Orange bank.
 - Evolution des revenus dans les métiers spécialisés marquée par la poursuite de la normalisation du prix des véhicules d'occasion chez Arval, l'amélioration des marges à la production au sein de Leasing Solution, effet ciseaux et amélioration des marges à la production pour Personal Finance.
 - Poursuite du développement de Nickel (4,2 millions de comptes ouverts au 30/09/2024).
- ❑ **A l'international :**
 - Progression des commissions notamment en **Italie**, au **Luxembourg** et dans les pays de la zone **Europe Méditerranée**.
 - Evolution du marché impactant à la baisse les marges sur dépôts et sur crédits en **Belgique**.
 - Amélioration des revenus d'intérêts au **Luxembourg** et en **Italie**.

Société Générale

- ❑ **En France :**
 - Forte dynamique commerciale de **BoursoBank** (forte croissance des encours de dépôts et de la collecte en assurance-vie) + gains de nouveaux clients (+310.000 nouveaux clients - avec une base de clientèle qualifiée d'engagée, fidèle et de grande qualité).
 - Revenus des activités de **Crédits à la consommation** en baisse sur un an mais stables depuis le 2^{ème} trimestre 2024 dans un environnement difficile.
 - Stabilité des encours de financement d'équipement et des revenus générés depuis 1 an.
 - Baisse des activités **Mobilité et Service Financier**, impactées par une diminution des revenus **d'Ayens** et la baisse des résultats de ventes de voitures d'occasion.
- ❑ **A l'international :**
 - Bonne dynamique commerciale en **Europe**, avec une croissance des crédits (tirée par l'habitat et les prêts aux entreprises à moyen et long terme dans un contexte de baisse des taux) et des dépôts (tirée par les produits rémunérés).
 - Activité soutenue dans la région **Afrique, Bassin méditerranéen et Outre-Mer** avec une évolution à la hausse des encours de crédits notamment en **Afrique subsaharienne** et de dépôts sur tous les segments en **Afrique**.

BPCE

- Hausse du PNB portée par le rebond de la marge nette d'intérêt et l'acquisition de 658 000 nouveaux clients depuis le début de l'année dans les réseaux **Banque Populaire et Caisse d'Epargne**.
- Maintien de la croissance de **Oney** grâce à l'évolution positive des taux de marge et à l'effet de revalorisation des actifs.
- Poursuite de la stratégie de ventes croisées pour le métier **Solutions et Expertise Financière**, avec une progression des revenus portée par les **métiers crédit-bail** (tirée principalement par le Crédit-bail Mobilier) et le **crédit à la consommation** (maintien d'un bon niveau d'activité sur les prêts personnels et de crédits revolving).
- Augmentation du nombre de transaction par carte dans le pôle **Digital et Paiements**.
- Lancement de la solution **WERO (European Payments Initiative)** à la fin du mois de septembre permettant d'envoyer et de recevoir de l'argent en paiements instantanés de compte à compte en moins de 10 secondes.
- Projet d'acquisition de **Société Générale Equipment Finance (SGEF)**, pour renforcer sa position dans le leasing de biens d'équipements en Europe (finalisation prévue au (T1-25).
- Projet d'acquisition en **Belgique** de la banque Nagelmackers par la Caisse d'Epargne Hauts de France (finalisation prévue fin 2024 début 2025).

Crédit Agricole

- ❑ **En France :**
 - Progression des parts de marché avec une **conquête de nouveaux clients** (+76 000 nouveaux clients pour LCL et +275 000 nouveaux clients pour les caisses régionales).
 - Reprise progressive de l'activité de crédit habitat et hausse de la production de crédit aux entreprises pour les Caisses Régionales et LCL.
 - Progression du **taux d'équipement** en assurances automobile, MRH, santé, juridique, tous mobiles/portables ou GAV.
 - Progression du nombre de **cartes de paiement** sur un an.
 - Niveau d'activité stable à un haut niveau dans les **services financiers spécialisés** avec une augmentation des encours de crédits à la consommation chez **CAPFM** tirés par les activités automobiles et la progression de la production et des encours de crédit-bail chez **CAL&F**.
 - **Signature d'un protocole d'accord avec EDF** afin d'accélérer l'équipement en bornes de recharges électrique et **partenariat avec FATEC** visant à proposer un service de gestion de flotte.
- ❑ **A l'international :**
 - Activité dynamique pour les banques de proximité à l'international soutenue par une bonne activité commerciale en **Italie**, en **Pologne** et en **Egypte**.
 - Résultats mitigés dans les métiers spécialisés à l'international avec notamment une production commerciale de CAPFM impactée par une baisse notable enregistrée chez **GAC Sofinco en Chine**.
 - Annonce du **projet d'acquisition de 50% de GAC Leasing**, partenariat avec GAC en Chine sur le leasing et en Europe sur le financement automobile et **projet d'acquisition de Merca Leasing en Allemagne**.

Métiers de l'épargne

Dans l'ensemble, les revenus des métiers de l'épargne augmentent de +6,8% au 30 septembre 2024, grâce à une forte hausse de la collecte et des commissions dans les activités d'Asset Management et d'Assurance et une accélération généralisée des investissements dans des marchés en croissance.

BNP Paribas

- Progression des commissions **de Wealth Management** attribuable à la hausse des transactions et une croissance des actifs sous gestion dans les banques commerciales et auprès de la grande clientèle, dans toutes les géographies.
- Activité commerciale dynamique dans **l'Asset Management** avec une forte collecte notamment en support de moyen long terme.
- Progression des commissions portées par la croissance des actifs sous gestion.
- Forte croissance des revenus dans **l'Assurance** soutenue par la progression de l'activité portée par la collecte brute au sein de l'activité **Epargne** et la forte progression de l'activité **Protection**.
- **Opérations bolt-on récentes** : acquisition de BCC Vita en partenariat avec BCC Banca Iccrea (déploiement en cours), acquisition de Neuflyze Vie en partenariat avec Neuflyze OBC (déploiement à partir de 2025), projet d'acquisition de d'AXA IM et partenariat de long terme avec Axa (initiative majeure visant à repositionner stratégiquement IPS au sein du groupe), et projet d'acquisition des activités Banque Privée d'HSBC en Allemagne (finalisation prévue en 2025).

BPCE

- Augmentation des actifs sous gestion depuis le début de l'année portée par un niveau de collecte nette important et des effets de marché positifs.
- Collecte nette élevée principalement portée par **Loomis Sayles et DNCA en produits Fixed-income** et par **Ostrum et Solutions**.
- Solide performance des fonds dans la gestion d'actifs.
- Acquisition d'**HSBC Epargne Entreprise (HEE)**.
- Bonne dynamique de **l'assurance vie**, plus de 100 Md€ d'encours (grâce à une forte activité commerciale en fonds euro et en unités de compte).

Crédit Agricole

- Augmentation des encours sous gestion chez **Amundi** essentiellement attribuable à un contexte favorable d'appréciation des marchés tirée par la **gestion active et les ETF** sur tous les grands segments de la clientèle, dans tous les grands marchés et pour toutes les expertises.
- Gestion de fortune tirée à la fois par un effet marché favorable, une collecte nette positive (portée par la Suisse et l'Asie) et la commercialisation des fonds **Degroof Petercam** auprès de la clientèle d'Indosuez (bonne dynamique sur les commissions qui compense l'érosion des revenus d'intérêt).
- Acquisition de **Nexity Property Management**.
- Poursuite de la dynamique commerciale des **Joint-Ventures en Inde et en Corée** avec un niveau élevé des encours sous gestion et une collecte élevée en gestion d'actifs.

Note : Pour la Société Générale, les activités des métiers de l'épargne sont intégrées dans les activités de la banque de détail depuis 2022. Le groupe précise que les activités de Banque Privée voient leurs actifs sous gestion atteindre un niveau record de 154 milliards d'euros au 30 septembre 2024, avec un rythme élevé de collecte des actifs à +5,5% au 30 septembre 2024, soit une collecte nette de 5,9 milliards d'euros sur 9 mois.

Banque de grande clientèle

Sur l'ensemble des établissements, les revenus de la Banque de Grande Clientèle affichent une hausse notable (+6,1%) portés notamment par la performance des activités de marché qui bénéficient de volumes élevés dans un environnement porteur et un rebond des activités dans la banque d'investissement.

	BNP Paribas	Société Générale	Crédit Agricole	BPCE
Métier FICC (activité Taux, Crédit, Change et Matières Premières)	- Progression des revenus dans les activités de taux et de change, en particulier dans la région Amérique, et le change, plus atone sur les matières premières. - Forte hausse de l'activité dans les marchés de crédits, notamment primaire.	Bonne performance des activités Taux, Crédit et Change grâce à une demande des clients sur les produits de flux de taux et de change, notamment de la part des clients américains.	Bonne dynamique dans banque de marché soutenue par le maintien d'un haut niveau de performance de l'activité FICC.	Performance solide sur les segments Crédit et Taux.
Métier Titres & métier Actions	- Forte hausse dans les activités Prime Services (encours moyens en hausse). - Revenus stables au global en Dérivés d'Actions. - Hausse pour Securities Services soutenue par la marge nette d'intérêt, la progression des encours de dépôts et la signature de nouveaux mandats en Allemagne, en France et en Australie. - Poursuite du développement commercial en Private Capital.	- Dynamique commerciale soutenue dans le métier Titres (sur le non coté et dans la distribution de fonds) et revenus en hausse portés par une forte génération de commissions. - Hausse des revenus du métier Actions grâce à une activité clientèle croissante sur les produits cotés et une bonne performance des produits dérivés.	- Bon niveau d'activité sur les Structurés Actions. - Niveau élevé d'encours conservés et d'encours administrés pour CACEIS malgré la sortie planifiée de clients d'ISB (encours administrés). - Intégration d'ISB : migration des clients en cours prévue jusqu'à fin 2024 en lien avec la fusion des entités légales.	Activité dynamique du métier Equity portée par la performance des activités Dérivés actions et Global Securities Financing.
Banque de financement et d'investissement	- Forte hausse des activités Capital Markets notamment en EMEA. - Activité soutenue en Transaction Banking, à la fois dans les régions Amérique (Trade Finance) et APAC (Cash Management). - Activité d'origination très soutenue dans la zone EMEA - en particulier sur les marchés obligataires et les crédits syndiqués.	- Forte dynamique commerciale de Global Transaction & Payment Services portée par une solide performance dans les activités de gestion de trésorerie et de banque correspondante. - Performance soutenue dans les activités de titrisation et forte dynamique dans la distribution de crédits. - Performance soutenue des activités de Financement, malgré un léger repli par rapport à une base élevée en 2023.	- Activité de la banque de financement portée par la banque commerciale notamment les métiers Corporate (télécom) et un bon niveau de revenus des financements d'actifs et de projets. - Progression des revenus de la banque d'investissement.	- Forte dynamique des activités d'Investment Banking portées par les métiers Acquisition & Strategic Finance. - Performance solide des métiers du M&A. - Hausse des revenus de Global finance grâce à la dynamique soutenue des activités Real assets et Trade Finance.

Evolution du coût du risque (CdR)

Le contexte économique et géopolitique (guerre en Ukraine, situation en Israël et les risques d'élargissement du conflit au Liban et en Iran, les conséquences de la réélection de Donald Trump, etc...) reste très incertain.

- ✓ Dans ce contexte, **les prévisions de croissance économique mondiale du FMI ([publication d'octobre 2024](#)) apparaissent relativement similaires** à celles de **juillet avec 3,2% pour 2024 (stable) et 3,2% pour 2025 (-0,1%)** mais masquent une certaine diversité:

- **au niveau des pays avancés avec la révision à la hausse des prévisions aux Etats-Unis au détriment des pays européens:**
 - USA: 2,8% pour 2024 (+0,2%) et 2,2% en 2025 (+0,3%),
 - Zone Euro: 0,8% pour 2024 (-0,1%) et 1,2% pour 2025 (-0,3%),
 - France: 1,1% (+0,2%) pour 2024 et 1,1% pour 2025 (-0,2%);
- sur les zones Asie et Afrique, l'Asie du Sud-Est compense, grâce à la demande en semi-conducteurs / composants électroniques, les révisions à la baisse au Moyen-Orient, en Asie Centrale et en Afrique sub-saharienne, zones impactées par des perturbations sur la production et le transport des produits de base (notamment du pétrole), des conflits, des troubles sociaux et des phénomènes météorologiques extrêmes.
- du côté de la Chine (4,8% en 2024 et 4,5% en 2025) et de l'Inde (7% en 2024 et 6,5% en 2025), l'activité est soutenue par des investissements publics considérables.

Dans sa [note de conjoncture](#) publiée début octobre, l'INSEE a maintenu sa prévision de croissance pour la France à 1,1% pour l'année 2024 comprenant un effet Jeux Olympiques & Paralympiques de l'ordre de 0,2%.

- ✓ Sur le front des prix, la **désinflation se poursuit avec un rythme plus rapide qu'anticipé dans les pays avancés, ce qui s'est traduit dans les dernières décisions de politiques monétaires de la FED et de la BCE.**

Toutefois, l'inflation des prix des services reste élevée dans de nombreuses régions et des risques en la matière demeurent compte tenu des tensions géopolitiques persistantes qui peuvent potentiellement déclencher de nouvelles flambées sur les prix des produits de base.

- ✓ En France, depuis la dissolution et les élections législatives, le contexte politique reste instable comme le démontre les débats sur le budget 2025 alors que l'Etat français fait face à une situation budgétaire complexe et un endettement record.

Cette situation pourrait impacter la notation financière du pays et sa capacité future de financement. Les coupes budgétaires prévues par le gouvernement pourraient également peser sur l'activité.

- ✓ Par ailleurs, **les défaillances d'entreprises progressent encore de plus de 21%** au 30 septembre 2024 (par rapport au 30 septembre 2023) avec un total de 46 888.

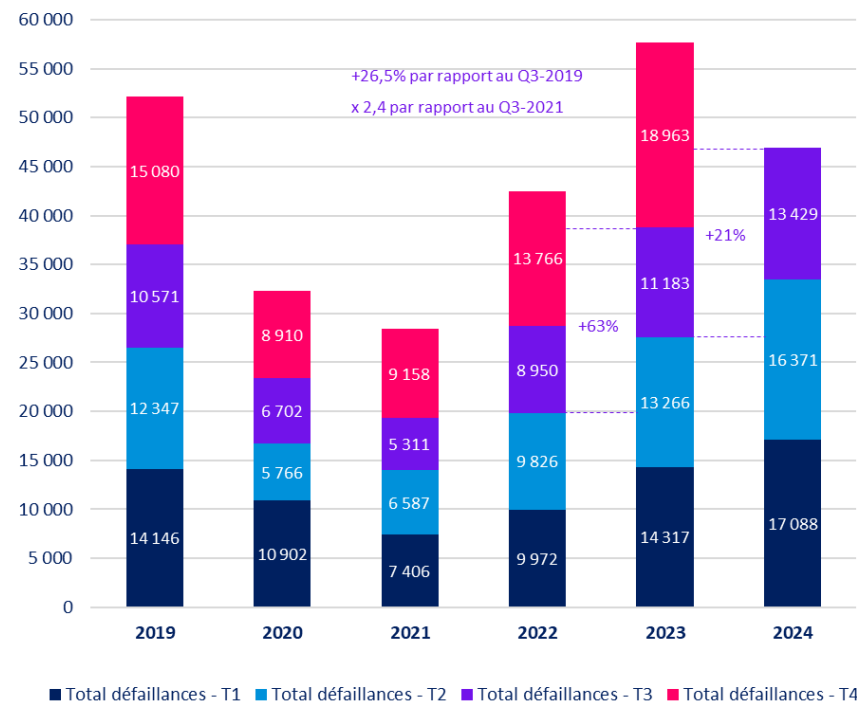
Si cette évolution en pourcentage ralentit (ce qui laisse espérer une prochaine stabilisation), **le nombre de défauts sur 12 mois glissants atteint 65 851**, soit un **niveau nettement supérieur à la moyenne long terme 1991-2019 de 55 000** (et à la moyenne post crise financière de 2008).

Cette tendance s'explique par:

- un effet rattrapage post Covid (les dispositifs d'aides ayant différé des entrées en défaut),
- le contexte économique.

A noter que les PME (50-99 salariés) et les ETI (+100 salariés) sont particulièrement touchés avec respectivement 248 et 137 défaillances (contre 29 et 26 défaillances en septembre 2022).

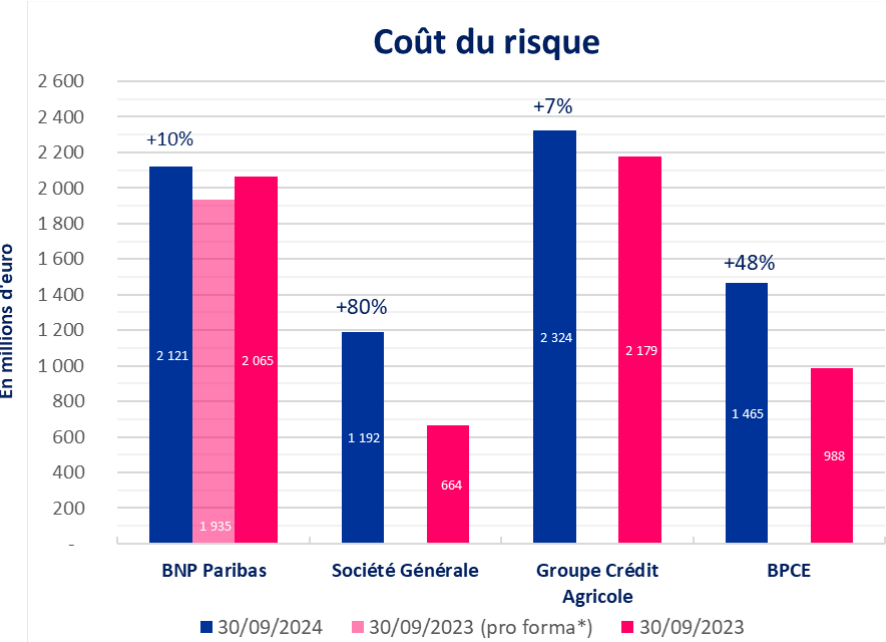
Evolution du nombre de défaillances en France depuis 2019



Source des données : Études trimestrielles ALTARES 1^{er}, 2^{ème} et 3^{ème} trimestre 2024 et des 4 trimestres de 2023

Dans ce contexte particulier, le CdR apparaît globalement en hausse au 30 septembre 2024 mais avec des disparités entre les stages et dans l'amplitude de l'évolution selon les établissements.

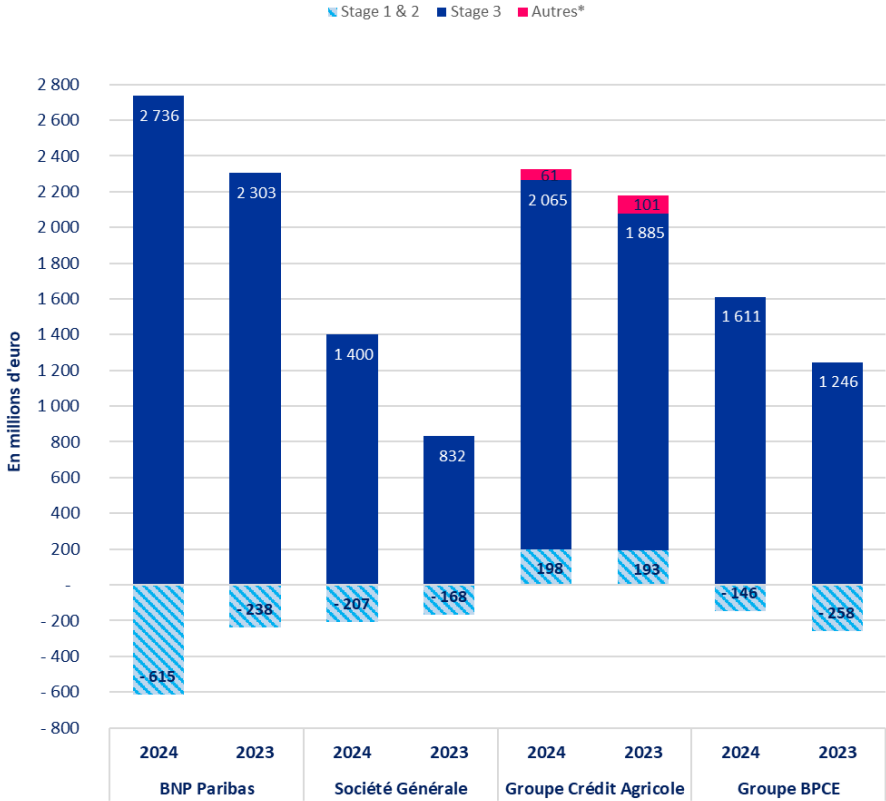
En effet, le CdR des 4 banques françaises de notre échantillon affiche une hausse de 20,5% et s'élève à 7,1 Mds€ contre 5,9 Mds€ au 30 septembre 2023 (5,8 Mds€ pro forma, soit +23,2% en pro forma).



Source des données : communiqués de presse et présentations investisseurs au 30 septembre 2024 et 30 septembre 2023

La colonne « pro forma » de BNP Paribas indique l'effet du changement de présentation opéré en 2023 avec la création d'une ligne « Autres charges nettes pour risque sur instruments financiers ».

¹ Où Stage 1 (S1) : Correspond aux encours sains sans dégradation significative depuis l'origine ; Stage 2 (S2) : Correspond aux encours sains ayant subi une dégradation significative du risque de crédit depuis l'origine ; Stage 3 (S3 ou encours douteux) : Correspond aux encours en défaut.



* Comprend pour Groupe Crédit Agricole les éléments non présentés par stage (dont pertes sur créances irrécouvrables, récupérations sur créances amorties, etc.) ainsi que des éléments non récurrents

Pour BNPP, données au 30 septembre 2023 non retraitées du changement de présentation.

Source des données : communiqués de presse, présentations investisseurs et états financiers non audités au 30 septembre 2024 et 30 septembre 2023

Globalement, le CdR sur le Stage 3 est en forte augmentation pour toutes les banques françaises (+19% pour BNP Paribas, +68% pour Société Générale, +10% sur Groupe Crédit Agricole et +29% sur Groupe BPCE). Cette évolution est en phase avec l'augmentation des défaillances d'entreprises et le contexte économique.

En revanche, l'évolution sur les Stages 1 et 2 est plus contrastée. BNP Paribas, Société Générale et le Groupe BPCE, enregistrent des reprises pour respectivement 615 M€ (x2,6), 207 M€ (+23%) et 146 M€ (-43%) alors que le Groupe Crédit Agricole reste en dotation à 198 M€ au 30 septembre 2024 (+3%).

CdR global	CdR par métier
• CdR de 2 121 M€, +186 M€ (pro forma), en lien avec: ✓ l'augmentation du Stage 3 qui s'élève à 2 736 M€ (+19% / +433 M€) ✓ une augmentation des reprises sur les Stages 1 et 2 qui s'élèvent à 615 M€ au 30 septembre 2024 (contre 238 M€ au 30 septembre 2023) • Objectif de CdR < à 40 bp maintenu pour 2024	• Commercial Investment Banking : reprise de 173 M€ (reprise de 125 M€ au 30 septembre 2023), + 39% en lien avec des reprises sur les Stages 1 et 2 • Commercial Personal Banking Solutions : dotation de 2 251 M€, +365 M€ vs Q3-23 liés notamment à: ✓ la Banque Commerciale en France: +134 M€ compte tenu d'un dossier de place (BNP indique également que le CdR à 477 M€ reste bas malgré le contexte économique) ✓ l'activité de crédit à la consommation +66 M€ compte tenu de la situation économique et ce malgré une amélioration du profil de risque de la clientèle ✓ la Banque Commerciale en Europe Méditerranée +75 M€
Scenarii et pondérations	
• BNP Paribas n'a pas communiqué d'informations au 30 septembre 2024 sur les scenarii économiques et les pondérations retenues dans le calcul du forward looking	
Ajustements post-modèles	• BNP Paribas n'a pas communiqué d'informations sur les ajustements post-modèles au 30 septembre 2024 • <i>Pour rappel au 30 juin 2024, BNP Paribas avait notamment indiqué que les ajustements de modèles représentaient 4,3% du total des ECL (contre 4,5% au 31 décembre 2023 / 6,1% au 31 décembre 2022)</i>
Autres	BNP indique avoir des expositions limitées sur les secteurs sensibles suivants: • Immobilier Commercial: 3,8% (soit 66,9 Mds€) des engagements bruts totaux avec 46% de contreparties notées Investment Grade et 3,2% de douteux • Construction: 2,0% (soit 32,4 Mds€) des engagements bruts totaux avec 63% de contreparties notées Investment Grade et 3,4% de douteux • LBO: 0,7% (soit 12,3 Mds€) des engagements bruts totaux

Société Générale

CdR global

- **CdR de 1 192 M€, + 529 M€ (+80%)** en lien avec:
 - ✓ l'augmentation de 568 M€ du Stage 3 pour atteindre 1 400 M€ au 30 septembre 2024
 - ✓ une augmentation des reprises sur les Stages 1 et 2 à 207 M€ au 30 septembre 2024 (reprise de 168 M€ au 30 septembre 2023)
- **Objectif 2024 de CdR maintenu à 25-30 bp**

CdR par métier

- **Banque de détail France, Banque Privée & Assurances : CdR à 597 M€ (+75%)**
- **Mobilité & Banque de détail à l'International : CdR à 572 M€ (+64%)**
- Banque de Grande Clientèle : CdR à 29 M€ (contre une reprise de 8 M€ au 30 septembre 2023)

Scenarii et pondérations

- **Société Générale indique avoir mis à jour au 30 septembre les paramètres économiques des scenarii économiques** utilisés pour le calcul du forward looking
- **Pondérations au 30 septembre stables par rapport au 30 juin:**

Scenarii	Stressé	Central	Favorable
30 septembre 2024	30% →	60% →	10% →
30 juin 2024	30% ↑	60% ↓	10% →
31 décembre 2023	28%	62%	10%

Ajustements post-modèles

- **Ajustements spécifiques sur des secteurs/portefeuilles* à risque pour tenir compte des risques spécifiques qui ne sont pas modélisés**, en particulier le contexte économique spécifique avec une forte inflation, des taux d'intérêt élevés et la crise russo-ukrainienne (notamment les crédits offshore des clients corporate russes)

*Pour rappel, au 30 juin 2024, Société Générale avait mentionné les secteurs suivants: Immobilier commercial, Construction, Commerce de détail non alimentaire, Hébergement médico-social et Transport routier de fret

Autres

SG indique :

- Pour la Russie: des expositions « offshore » sur les contreparties russes pour un total de 0,6 Mds€, en baisse de 0,3 Mds€ par rapport au 31 décembre 2023 (provision sur l'exposition offshore inférieure à 0,1 Mds€)
- Une exposition limitée et diversifiée à l'Immobilier Commercial (2% des EaD): France 50%, Europe 32%, Etats-Unis 12% (dont 14,4% en Stage 3)
- Une exposition directe aux LBO de 5 Mds€ et des expositions sur les PME à hauteur de 5% des EaD

Groupe Crédit Agricole

CdR global	CdR par métier
• CdR de 2 324 M€ (+6,7%), en lien avec: ✓ l'augmentation de 180 M€ du Stage 3 (+10%) qui atteint 2 065 M€ au 30 septembre 2024 ✓ des dotations de 198 M€ sur les Stages 1 & 2 en hausse de 5 M€ (193 M€ au 30 septembre 2023)	• Caisses Régionales: CdR à 1 075 M€ (+29%) en lien avec la hausse du Stage 3 sur la clientèle Entreprises • Banque de proximité dont: ✓ LCL: CdR à 295 M€ (+44%) en lien avec plusieurs dossiers de place sur le marché Entreprises et le Crédit à la consommation ✓ CA Italia: CdR à 170 M€ (-27%) compte tenu de l'amélioration continue de la qualité des actifs • Services de Financements Spécialisés dont: ✓ Financement Personnel et Mobilité: CdR à 591 M€ (-7%) ✓ Crédit-Bail & Affacturage: CdR à 62 M€ (+27%) compte tenu de la conjoncture économique
Scenarii et pondérations	
• Le Groupe Crédit Agricole n'a pas communiqué d'informations au 30 septembre sur les scenarii économiques et les pondérations retenues dans le calcul du forward looking	
Ajustements post-modèles	• Informations chiffrées non communiquées • Néanmoins, le Groupe Crédit Agricole indique dans ses annexes aux comptes consolidés que le Forward Looking est pris en compte au niveau du Groupe mais également au niveau de chaque entité au regard de ses propres portefeuilles. Dans ce cadre, à dire d'expert, l'analyse du risque porté par chaque entité sur ses portefeuilles peut conduire à ajuster les critères Groupe de déclassement en Stage 2 et à basculer des portefeuilles ou sous-portefeuilles en ECL à maturité.
Autres	Le Groupe Crédit Agricole indique: • des expositions Corporate de 376 Mds€ dont 74,7% notées Investment Grade • des expositions sur les PME à 26,2 Mds€ (26,6 Mds€ à fin juin) • des expositions LBO chez CACIB de 4 Mds€ à fin août 2024 (contre 3,8 Mds€ à fin mai 2024) • des expositions sur l'Immobilier Commercial de 57,9 Mds€ (3,3% des EaD) dont 69% notées Investment Grade et avec un taux de défaut de 2,3% • des expositions souveraines & assimilées sur la France de 46,9 Mds€ (activité bancaire) et 50,2 Mds€ (activité assurance)

Groupe BPCE

CdR global	CdR par métier
• CdR de 1 465 M€ (+48%), en lien avec: ✓ l'augmentation du Stage 3 qui passe de 1 246 M€ à 1 611 M€ (+365 M€ / +48%) ✓ des reprises de 146 M€ sur les Stages 1 & 2 contre des reprises de 258 M€ au 30 septembre 2023 (-43%)	• Banque de Proximité & Assurance: CdR à 1 195 M€ (+49%) dont: ✓ Réseau des Banques Populaires 548 M€ (+49%), ✓ Réseau des Caisses d'Epargne 435 M€ (+30%), ✓ Solutions & Expertises financières 70 M€ (+62%), ✓ Digital & Paiements 93 M€ (-8% en lien avec les effets du plan d'actions engagées chez Oney Bank) • Global Financial Services: CdR à 181 M€ (x2) dont Banque de Grande Clientèle à 183 M€ (+89%)
Scenarii et pondérations	
• Le Groupe BPCE n'a pas communiqué d'informations au 30 septembre sur les scenarii économiques et les pondérations retenues dans le calcul du forward looking	
Ajustements post-modèles	• Le Groupe BPCE n'a pas communiqué d'informations sur les ajustements post-modèles au 30 septembre 2024 • Pour rappel, des provisions complémentaires sont enregistrées par les établissements pour couvrir les risques spécifiques de leurs portefeuilles susceptibles d'être les plus touchés par la dégradation du contexte macroéconomique (hausse de l'inflation, flambée des prix de l'énergie, pénuries, etc.). Les principaux secteurs concernés au 30 juin étaient : Professionnels de l'immobilier, BTP, Tourisme, Hôtellerie & Restauration, Agro-alimentaire et Commerce & Distribution spécialisé
Autres	Le Groupe BPCE indique: • une exposition limitée aux professionnels de l'immobilier (commercial et résidentiel): 50,3 Mds€ d'encours de crédits à fin septembre, soit 6% de l'encours total dont 87 % en France et avec un taux de NPL de 5% (4,4% au 30 juin 2024)

Evolution des principaux ratios sur le risque de crédit

Les ratios repris ci-dessous sont ceux calculés et publiés par les établissements dans les communiqués de presse et les slides investisseurs. Le cas échéant, des précisions sont données sur les méthodologies de calcul dans les notes de bas de page.

CdR en pb sur encours¹

Coût du risque en pb des encours	BNP Paribas	Société Générale	Groupe Crédit Agricole ⁽¹⁾	Groupe BPCE
30 septembre 2024	32	27	27	23
30 septembre 2023	33	15	25	16

⁽¹⁾ Le coût du risque sur encours (en points de base) sur quatre trimestres glissants est calculé sur la base du coût du risque des quatre derniers trimestres auquel est rapporté la moyenne des encours de début de période des quatre derniers trimestres

L'évolution du CdR en pb des encours est à mettre en lien avec la forte augmentation du CdR Stage 3 observée sur 2024.

A noter que pour BNP Paribas, le ratio au 30 septembre 2023 n'est pas retraité du changement de présentation (création d'une ligne « *Autres charges nettes pour risque sur instruments financiers* » qui reprend des éléments présentés précédemment en coût du risque).

Par ailleurs, le ratio au 30 septembre 2024 est impacté par la forte augmentation des encours.

Poids des créances douteuses²

Poids des créances douteuses	BNP Paribas	Société Générale	Groupe Crédit Agricole	Groupe BPCE
30 septembre 2024	1,7%	2,95%	2,2%	2,5%
31 décembre 2023	1,7%	2,9%	2,1%	2,4%

Le poids du douteux augmente légèrement pour 3 des banques en lien avec la hausse des défaillances d'entreprises et en cohérence avec l'évolution du CdR sur encours.

Côté BNP Paribas, le poids des douteux est stable ce qui est également à mettre en lien avec la forte augmentation des encours sur 2024.

Taux de couverture des créances douteuses³

Taux de couverture (avant garanties et collatéraux)	BNP Paribas	Société Générale	Groupe Crédit Agricole	Groupe BPCE
30 septembre 2024	NC	43,0%	48,9%	39,1%
31 décembre 2023	NC	46,0%	47,8%	39,7%

Taux de couverture (après garanties et collatéraux)	BNP Paribas	Société Générale	Groupe Crédit Agricole	Groupe BPCE
30 septembre 2024	69,2%	84,0%	NC	65,5%
31 décembre 2023	71,7%	80,0%	NC	68,2%

Source des données: états financiers, communiqués de presse et présentations investisseurs au 30 septembre 2024 et 30 septembre 2023

L'évolution des taux de couverture avant/après prise en compte des collatéraux est contrastée.

A notre avis, ces évolutions pourraient s'expliquer notamment :

- par des dossiers qui viennent d'entrer en douteux et dont le niveau de couverture est déterminé sur la base d'un scénario de continuité d'exploitation (i.e. un taux de couverture un peu plus bas) ;
- l'effet d'une couverture plus élevée des garanties (par exemple, l'impact de la garantie BPI comprise entre 70 et 90% sur les encours PGE).



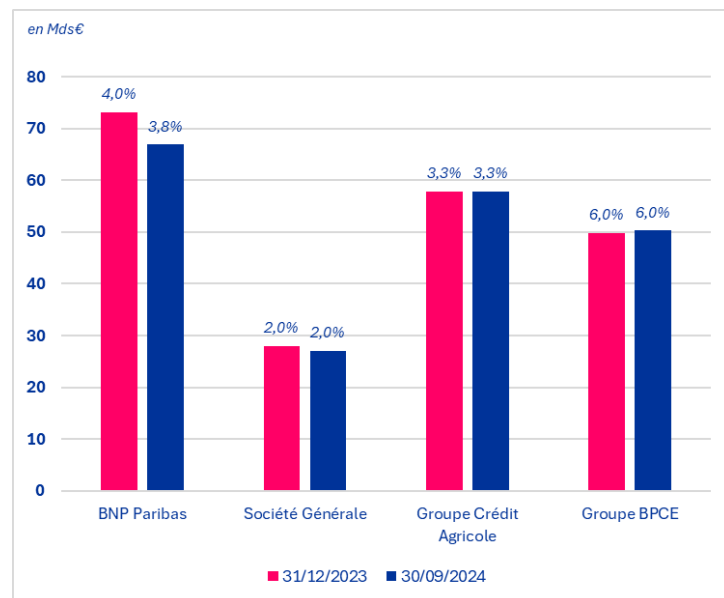
1 CdR sur encours en pb :
- Groupe Crédit Agricole : le CdR sur encours (en points de base) sur quatre trimestres glissants est calculé sur la base du CdR des quatre derniers trimestres auquel est rapporté la moyenne des encours de début de période des quatre derniers trimestres.

2 Créances :
- BNP Paribas : les créances se composent du bilan et du hors bilan sur la clientèle et les établissements de crédit, y compris les titres de dette au coût amorti et les titres de dette en valeur de marché par capitaux propres (hors assurance).

3 Taux de couverture :
- BNP Paribas : rapport entre les Dépréciations Stage 3 et les Encours dépréciés (Stage 3) qui correspondent à : bilan et hors bilan, nettes des garanties reçues, sur la clientèle et les établissements de crédit, y compris les titres de dette au coût amorti et les titres de dette en valeur de marché par capitaux propres (hors assurance),
- Société Générale : Taux calculé selon la méthodologie de l'EBA.

Evolution du CdR – Focus sur le risque Immobilier Commercial

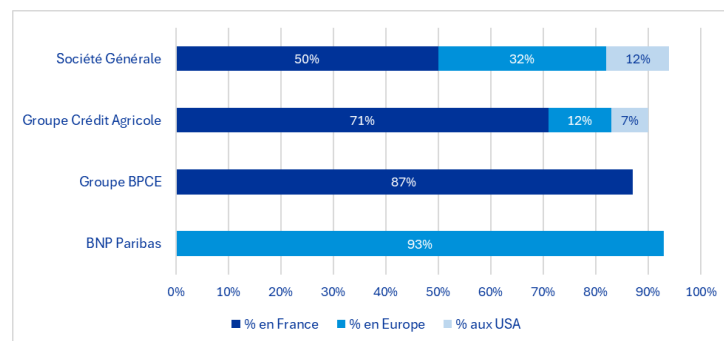
Evolution des expositions¹ sur l'Immobilier



¹ Selon l'information communiquée par les banques, il s'agit soit des EaD (SG), soit des encours au bilan y compris Résidentiel (Groupe BPCE), soit des engagements bruts commerciaux (BNP Paribas et Groupe Crédit Agricole).

Les expositions à l'Immobilier sont relativement stables en montant et en % entre le 31 décembre 2023 et le 30 septembre 2024.

Répartition des expositions par principales zones géographiques

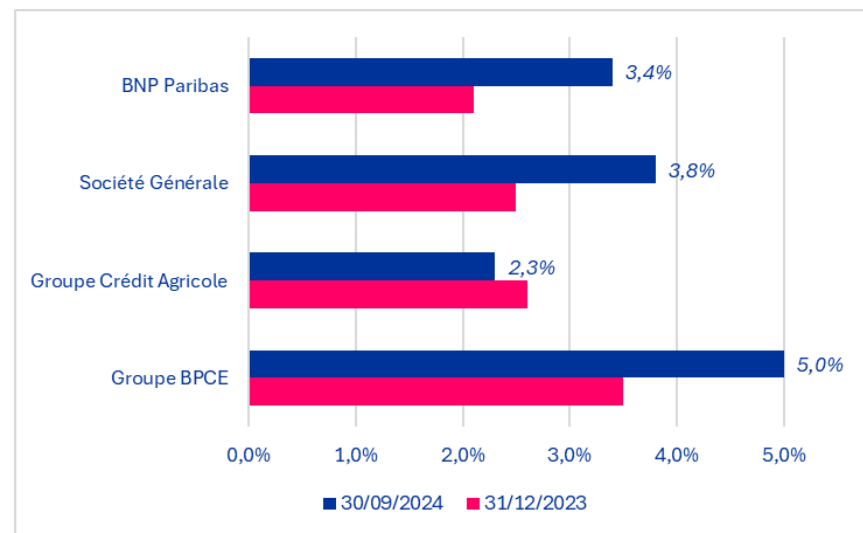


Les expositions sont principalement situées en France et en Europe. Les Etats-Unis ne représentent qu'une faible part des expositions.

A noter qu'au 31 décembre 2023, BNP Paribas indiquait une exposition aux USA d'environ 1,5% (pas d'élément communiqué au 30 septembre).

% des expositions douteuses (NPL / Stage 3)

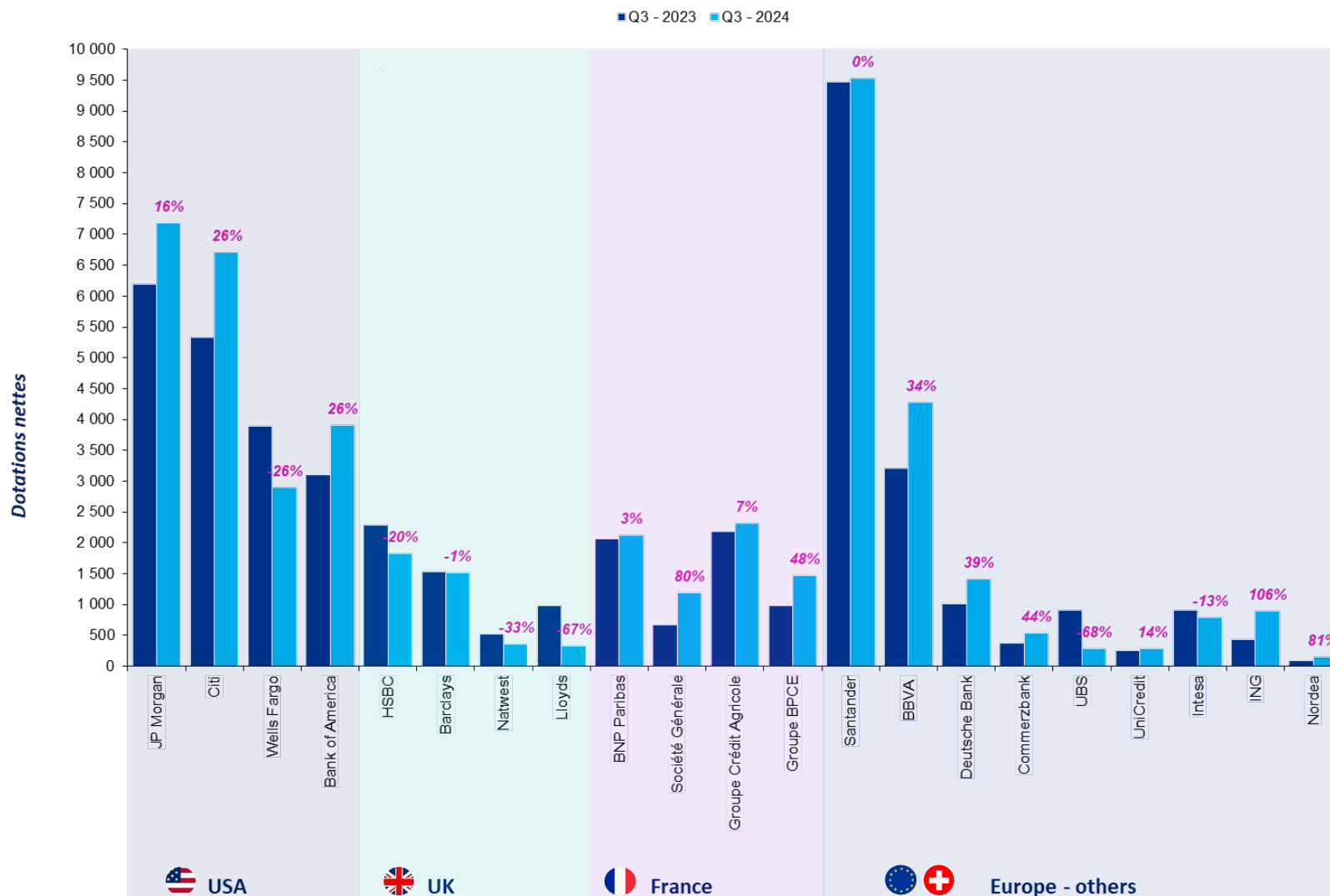
Le poids des expositions douteuses / NPL sur l'immobilier commercial augmentent sur la même période pour BNP Paribas, Groupe BPCE et Société Générale (Société Générale indique un taux de Stage 3 de 14,4% aux Etats-Unis).



Evolution du CdR sur un échantillon de banques dans le monde

CdR 30 septembre 2024 / 30 septembre 2023 :

En millions d'euro



Evolution du CdR sur un échantillon de banques dans le monde

Etats-Unis : CdR cumulé à +7,5%
(+18% hors effet de change €/)\$)

CdR cumulé des 4 banques américaines à 20,7 Mds€ (contre 18,5 Mds€ au 30 septembre 2023) en lien avec :

L'augmentation des provisions (Citi et JP Morgan mentionnent un effet volume sur les encours cartes de crédit) ainsi que des pertes sur les cartes de crédit qui se sont normalisées et retrouvent leur niveau d'avant pandémie de Covid-19

L'immobilier commercial

- JP Morgan:** CdR à 7,2 Mds€ (+16%) :
 - Consumer & Community banking: hausse des pertes et des provisions sur cartes de crédit avec effet volume d'encours et impact de la mise à jour des paramètres économiques
 - CIB: pertes en hausse sur l'immobilier de bureau en partie compensées par la mise à jour des paramètres économiques
- Citi:** CdR à 6,7 Mds€ (+26%)
 - Taux de pertes au Q3-24 à 3,56% (Branded cards) et 6,14% (Retail Services) contre respectivement 3,82% et 6,45% au Q2-24 et respectivement 3,06% et 5,44% au Q4-23
- Bank of America:** CdR à 3,9 Mds€ (+26%) en lien notamment avec des pertes toujours élevées sur l'Immobilier Commercial, les cartes de crédit (taux de pertes sur les cartes de crédit à 3,70% au Q3-24 contre 3,07% au Q4-23) ainsi que sur 2 entreprises (Q3-24)
- Wells Fargo:** CdR à 2,9 Mds€ (-26%). Hausse significative des pertes (Immobilier Commercial & cartes de crédit) plus que compensée par un effet de base lié au comparatif 2023 (dotations significatives en 2023 +1,9 Mds\$ vs reprises en 2024 sur l'Immobilier & les cartes de crédit).

Royaume Uni : CdR cumulé des 4 banques anglaises en baisse de 24% avec un total de 4 Mds€
(contre 5,3 Mds€ au 30 septembre 2023)

Evolution principalement liée à :

- A la révision à la hausse des paramètres économiques retenus dans le forward looking en lien avec l'amélioration de la situation économique au Royaume-Uni
- Aux reprises d'ajustements post-modèles

- HSBC:** CdR à 1,8 Mds€, -20% en lien notamment avec une baisse du CdR sur l'immobilier Chinois, des reprises sur les ajustements post-modèles (-400 M\$) et une révision des prévisions économiques à la hausse (les ECL Stage 1 & 2 en sortie de modèle diminuent de 400 M\$). Ces évolutions sont partiellement compensées par la hausse du CdR au Mexique sur les prêts immobiliers non garantis
 - Pondération des scénarii 'Upside' et 'Central' de 10 et 75% respectivement (stable par rapport au 31 décembre 2023)
 - CdR annualisé à 28pb et maintien de la prévision de 30 à 40 pb pour 2024
- Barclays:** CdR à 1,5Mds€ en baisse de 1%
 - Poursuite de la baisse des pertes sur encours moyens des cartes de crédit US à 410bp après 438pb au 30 juin 2024, 610pb au 31 mars 2024 (et 515 pb en 2023)
 - Diminution des ajustements post-modèles d'environ 80 M€ (reprise sur ceux relatifs aux incertitudes économiques)
- Natwest:** CdR -33% à 351 M€ contre 523 M€ au 30 septembre 2023 compte tenu :
 - De reprises sur les ajustements post-modèles en lien avec la réduction des risques inflation et taux d'intérêts (stock d'ajustements post-modèles à 358 M€ contre 494 M€ en décembre 2023)
 - De la mise à jour des paramètres économiques
 - De la stabilité à un niveau bas du CdR sur le Stage 3 (CdR sur encours à 10bp au 30 septembre 2024)
 - CdR attendu à 15bp pour 2024
- Lloyds:** CdR -67% à 326 M€ contre 975 M€ au 30 septembre 2023 qui s'explique notamment par :
 - L'effet de l'amélioration des prévisions économiques sur 2024 sur le forward looking qui génère une reprise de 300 M€
 - Une reprise liée à l'évolution du modèle, i.e. modification des taux de pertes observés sur le Stage 3 Commercial Banking (1er semestre)
 - L'effet d'une cession d'encours sans garantie
 - Des reprises sur des ajustements post-modèles liés aux risques inflation et taux d'intérêt (1er semestre)
 - CdR attendu à moins de 20bp pour 2024

Europe-Autres : CdR tiré par le Stage 3

CdR cumulé des banques européennes (hors banques françaises) à 18,1 milliards d'euros au 30 septembre 2024 (+9%)

ING: CdR à 895 M€ (x2,1)

- Baisse de 378 M€ sur Stages 1 et 2 liées notamment à des reprises d'ajustements post-modèles constitués pour faire face aux effets de l'inflation et des taux d'intérêts élevés et à des reprises liées à des évolutions du modèle sur le Retail Banking
- Stock d'ajustements post-modèles à 284 M€ (vs 577 M€ au Q4-23)
- Dotations de 1 272 M€ sur Stage 3 principalement sur des contreparties en Wholesale Banking (dossiers nouveaux et existants) et au transfert en S3 des expositions résiduelles sur la Russie

Intesa Sanpaolo: CdR à 792 M€ (-13%)

- Stock d'ajustements post-modèles maintenu à 900 M€
- CdR annualisé à 25bp
- Expositions nettes de provisions sur la Russie inférieures à 0,1 Mds€
- Stock de NPL à un niveau historiquement bas avec un taux de couverture à 50,8% (49,9% au Q4-23)

Unicredit: CdR à 283 M€ (+14%)

- Ajustements post-modèles à 1,7 Mds€ (vs 1,8 Mds€ au Q4-23)
- CdR en reprise sur la Russie et l'Europe de l'Est
- Objectif 2024 de CdR réaffirmé à <20bp

BBVA: CdR à 4,3 Mds€ (+34%) dont Mexique à 2,4 Mds€ (+29%) avec notamment l'impact de la mise à jour du macro scenario économique et l'Espagne 0,5 Mds€ (+25%)

- NPL stable à 15,3 Mds€ (vs Q4-23) avec provisionnement en baisse à 75% (77% au Q4-23)

Santander: CdR de 9,5 Mds€ (stable vs Q3-23)

- Qualité du portefeuille soutenue par des taux de chômage bas et l'assouplissement des politiques monétaires
- NPL à 3,06% des encours avec un taux de couverture à 64% (vs respectivement 3.14% et 66% au Q4-23)
- CdR annualisé à 114bp

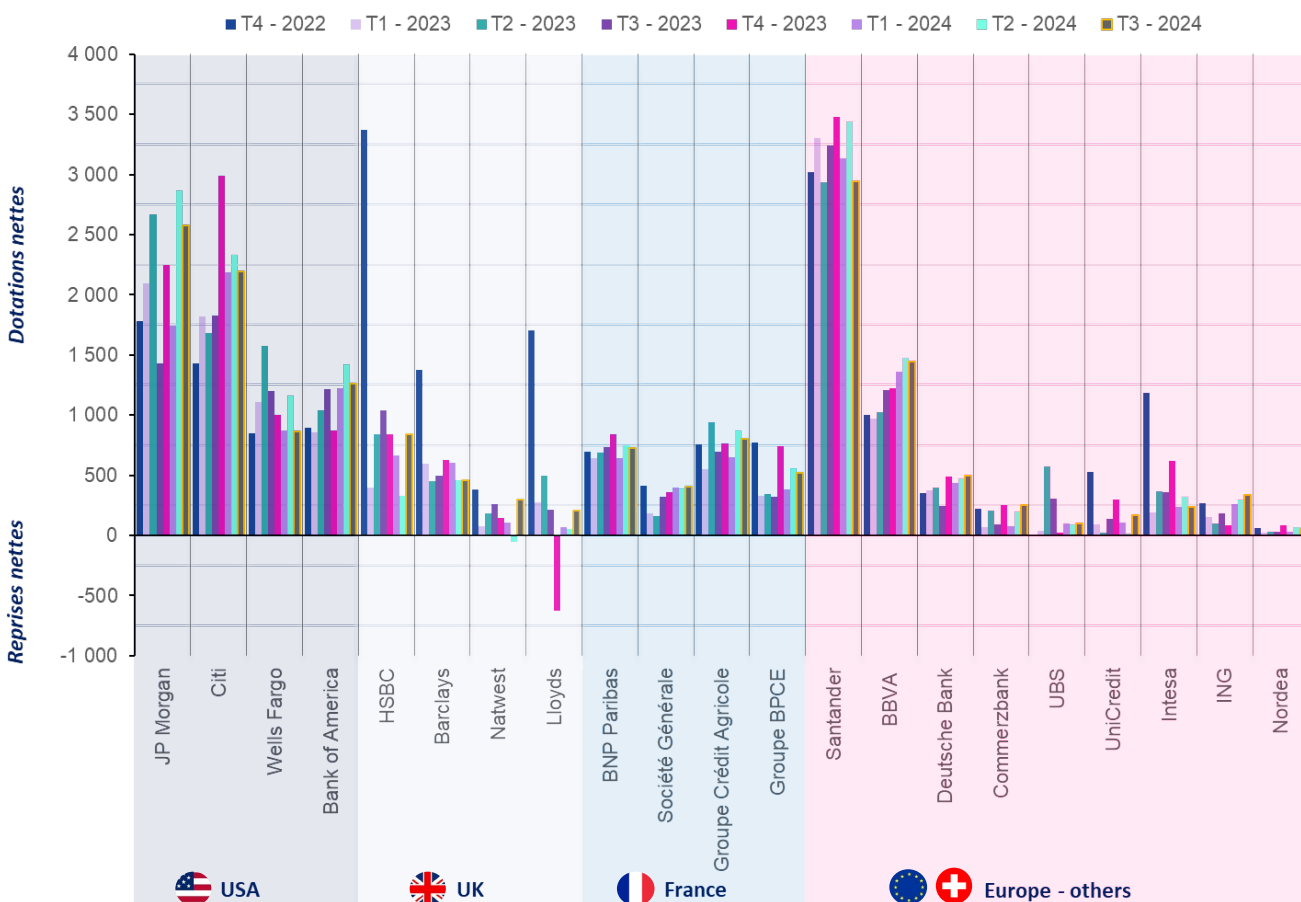
Deutsche Bank: CdR : 1 410 M€ (+39%)

- Stage 3: dotations de 1 395 M€ (+ 314 M€) tirées par des dossiers significatifs Corporate, l'Immobilier Commercial (même si les dotations diminuent au Q3-24) et des impacts résiduels relatif à l'intégration de PostBank
- Ajustements post-modèles stables à 108 M€ (+24 M€ vs Q4-23)
- CdR au Q3-24 sur encours annualisés à 41 bp et CdR estimé pour 2024 à environ 1,8 Mds€

Commerzbank: CdR à 529 M€ (+44%)

- CdR tiré par le S3 (quelques clients significatifs)
- Ajustements post-modèles ramenés à 242 M€ (-211 M€ vs Q4-23 malgré la constitution d'un ajustement pour risques climatiques de 97 M€ (avec transfert en S2 de 16 Mds€ d'encours)

Evolution du CdR sur un échantillon de banques dans le monde



Source des données: états financiers, communiqués de presse et présentations investisseurs au 30 septembre 2024 (avec IFRS 17), 30 juin 2024 (avec IFRS 17), 31 décembre 2023 (avec IFRS 17), 30 septembre 2023 (avec IFRS 17), 31 mars 2023 (avec IFRS 17), 31 décembre 2022 et 30 septembre 2022

Dynamique du CdR depuis le 30 septembre 2022:

Les dynamiques de provisionnement sont très différentes selon les zones géographiques.

 **Après plusieurs trimestres consécutifs d'augmentation très significative des dotations nettes** (ayant conduit à une hausse de 74% du CdR entre 2022 et 2023 compte tenu du contexte économique, de la normalisation des taux de défaut et de pertes sur les crédits sur l'activité de « cartes de crédit » et de l'augmentation des provisions et pertes sur les activités « Immobilier de bureaux / Immobilier Commercial »), **la progression du CdR commence à ralentir et à se stabiliser à un niveau élevé.**

A noter que l'évolution du taux de change USD/EUR vient écraser en partie la progression du CdR.

Dans les 4 banques américaines, seule Wells Fargo voit son CdR diminuer en 2024 en lien avec un stock de provisions en baisse sans affecter le taux de couverture (+2bp à 1,62% des encours).

 Pour rappel, les banques anglaises étaient également repassées en phase de dotation fin 2021/début 2022 en lien notamment avec l'évolution des risques macro-économiques, la crise ukrainienne et le risque immobilier commercial chinois.

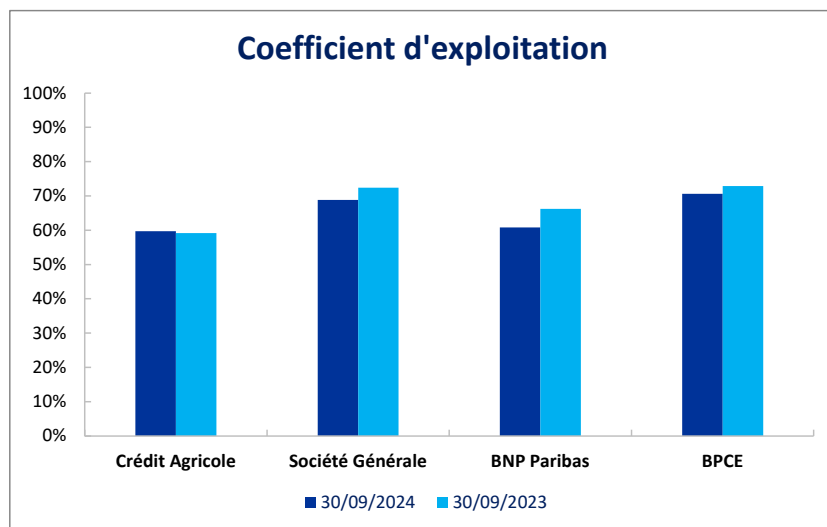
Fin 2022, ces dernières avaient mis à jour leurs scénarii économiques (notamment avec prise en compte de la forte dégradation liée au niveau d'inflation au Royaume-Uni), **ce qui avait eu pour conséquence de générer des dotations très significatives. A compter de fin 2023, l'amélioration de la situation économique et des prévisions ont permis d'amorcer un recul du CdR qui se confirme au 30 septembre 2024** (baisse de 24% par rapport au 30 septembre 2023).

Dans le paysage des 4 banques anglaises, seule Barclays, qui a une forte exposition aux Etats-Unis, se distingue avec un CdR relativement stable (-1%).

  Pour ce qui concerne la zone euro, y compris les banques françaises, **les banques sont dans une dynamique de dotation nette avec des tendances variables entre les établissements selon leurs zones d'exposition** (France, Europe, Etats-Unis, pays en voie de développement, etc.) **et leur type d'activités** (Retail, CIB, etc.). **On note néanmoins une nette tendance à la hausse des dotations Stage 3** pour la plupart des établissements traduisant la hausse des défauts et un environnement économique difficile).

Une amélioration de la rentabilité opérationnelle

Après plusieurs années de contributions significatives au Fonds de Résolution Unique (FRU), l'année 2024 est marquée par la fin de sa dotation, qui se traduit mécaniquement par une baisse des frais généraux comptabilisés par les banques et une amélioration de leur rentabilité opérationnelle avec un coefficient d'exploitation moyen à 65% (-267 pb par rapport au 30 septembre 2023).



Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 30 septembre 2024

Note : le coefficient d'exploitation a été recalculé en rapportant les frais de gestion publiés au produit net bancaire publié (sans retraitement).

Alors que les groupes Crédit Agricole et Société Générale font état de charges d'exploitation liées à un effet périmètre avec l'intégration de RBC IS Europe et CA Auto Bank (Crédit Agricole) et de LeasePlan (Société Générale), le groupe BNP Paribas présente les résultats de ses mesures d'efficacité opérationnelle avec 655 millions d'euros d'économies réalisés au 30 septembre 2024 en ligne avec la trajectoire annoncée de 1 milliard d'euros pour l'année 2024.

Ces mesures comprennent principalement le plan d'adaptation de Personal Finance, la réduction des dépenses externes, le déploiement des CSP (Centre de Services Partagés), l'optimisation du parc immobilier (~100 000m² rendus depuis fin 2023) et des efforts d'automatisation / robotisation (nombre de robots : +15% depuis fin 2023).

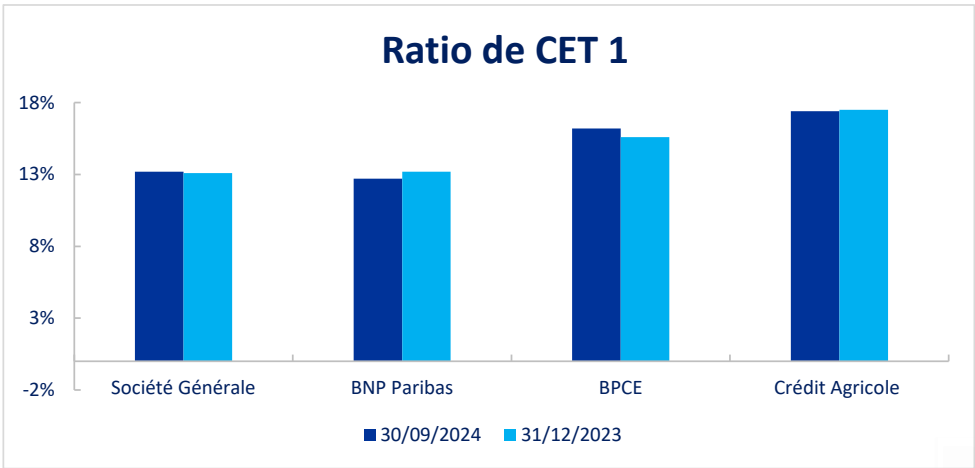
Les groupes mettent également en avant les éléments suivants qui impactent leurs charges générales :

- investissements pour accompagner la croissance des métiers (BNP Paribas, Crédit Agricole, BPCE) ;
- stratégie d'investissements informatiques et dans la technologie - notamment en matière d'IA générative (BNP Paribas, Crédit Agricole, BPCE) ;
- coûts de restructuration et d'adaptation (BNP Paribas) ;
- hausse des rémunérations dans un contexte inflationniste (Crédit Agricole) ;
- augmentation des frais immobiliers dans les Caisses Régionales (Crédit Agricole) ;
- coûts de transformation (Société Générale).



Une structure financière solide

En dépit d'un environnement économique et géopolitique difficile et incertain, la situation financière des groupes bancaires français reste solide, avec un ratio de CET1 qui reste en moyenne stable sur la période, à 14,9%.



Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 30 septembre 2024

Note : les groupes Crédit Agricole, Société Générale, et BNP Paribas communiquent sur un ratio de CET1 phasé.

La légère évolution du ratio CET 1 dans les établissements est attribuable aux éléments suivants :

- génération organique nette de l'évolution des actifs pondérés (BNP Paribas, BPCE, Société Générale, Crédit Agricole) ;
- distribution du résultat (BNP Paribas, Société Générale) ;
- mise en réserve des résultats (BPCE, Crédit Agricole) ;
- impacts M&A attendus au 4ème trimestre 2024 et en 2025 (Société Générale) ;
- consolidation prudentielle d'Arval au 1er juillet 2024 (BNP Paribas) ;
- émission nette de parts sociales (BPCE) ;
- mise à jour des méthodologies et impacts réglementaires (BNP Paribas, Société Générale, Crédit Agricole) ;
- OCI et M&A (Crédit Agricole, Société Générale).



Tout en annonçant un programme de titrisation prévu au 4ème trimestre 2024 visant à réduire les actifs pondérés de plus de 10 pb, et en communiquant sur la consommation de CET1 (25 pb) du projet d'acquisition d'AXA IM dont la signature est prévue fin 2024, le groupe BNP Paribas présente sa trajectoire de capital à moyen terme et estime les impacts prudentiels sur son ratio de CET1 à :

- 50 pb au 1er janvier 2025 attribuable à la mise en œuvre de CRR3 (hors FRTB) ; et
- 30 pb à horizon 2026 en lien avec l'application des règles FRTB.

De son côté, le groupe BPCE conforte sa stratégie financière avec un ratio CET1 proforma à 15,7% qui intègre les impacts des acquisitions engagées (SGEF et Nagelmackers), positionnant ainsi le groupe dans de bonnes conditions pour exécuter ses ambitions stratégiques de développement.

Les ratios TLAC sont communiqués par 3 établissements au 30 septembre 2024 :

- BPCE : 27% des risques pondérés ;
- Crédit Agricole : 27,3% des risques pondérés et 8,2% de l'exposition en levier ;
- Société Générale : 27,8% des risques pondérés et 7,6% de l'exposition en levier.

Les niveaux de MREL sont également communiqués par 3 établissements au 30 septembre 2024 :

- BPCE : 35,1% des risques pondérés ;
- Crédit Agricole : 32,9% des risques pondérés et 9,8% de l'exposition en levier ;
- Société Générale : 32,2% des risques pondérés et 8,8% de l'exposition en levier.

Enfin, les établissements présentent un ratio de levier moyen de 4,8%, supérieur au minimum réglementaire de 3% auquel s'ajoute la charge au titre de leur systémicité. Ces niveaux leur permettent d'absorber les exigences complémentaires au titre du Pilier 2.

Ratio de levier (%)	30/06/2024	31/12/2023
Société Générale	4,2%	4,3%
BNP Paribas	4,4%	4,6%
BPCE	5,0%	5,0%
Crédit Agricole	5,5%	5,5%
Crédit Mutuel Alliance Fédérale	NC	NC

Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 30 septembre 2024

Note : les groupes Crédit Agricole et Société Générale communiquent sur un ratio de levier phasé.

Une gestion solide de la liquidité

Alors que la première partie de l'année a été marquée par des rendements obligataires et une perspective de baisse des taux, la dissolution de l'Assemblée nationale, et ses conséquences en matière d'incertitudes politiques ont augmenté la volatilité sur les marchés financiers au cours du 3ème trimestre 2024.

Dans ce contexte, les banques mettent la gestion de la liquidité au cœur de leurs préoccupations pour sécuriser leur stratégie de refinancement.

Ainsi, tout en continuant de suivre une politique prudente en matière de refinancement à moyen long terme, avec un accès très diversifié aux marchés, ils renforcent davantage leurs réserves de liquidité avec un niveau qui atteint 1.583 milliards d'euros (+ 46 milliards par rapport au 31 décembre 2023).

Les montants affichés par les banques intègrent une part importante des dépôts en banques centrales et des titres dits HQLA (High Quality Liquid Assets) essentiellement composés de dettes souveraines bien notées (couvertes par des swaps de taux d'intérêts), leur permettant d'afficher un ratio de LCR largement supérieur à l'exigence réglementaire de 100% :

Ratio LCR (%)	30/09/2024	31/12/2023
Société Générale	152%	160%
BNP Paribas	124%	148%
BPCE	154%	143%
Crédit Agricole	147%	144%

Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 30 septembre 2024

Note : Le groupe BPCE présente un LCR moyen

Dans le cadre de leur stratégie de refinancement à long terme, les groupes Société Générale et Crédit Agricole franchissent des étapes significatives.

La Société Générale annonce avoir finalisé en avance son programme de financement 2024, renforçant ainsi sa position en matière de ressources stables. Parallèlement, le Crédit Agricole consolide sa structure de capital avec deux émissions par Crédit Agricole SA d'Additional Tier 1 (AT1) d'envergure : un AT1 Perpétuel NC6 ans pour 1,25 milliard d'euros au taux initial de 6,5% et un AT1 Perpétuel NC10 ans pour 1,25 milliard de dollars au taux initial de 6,7%.

Sur le volet des opérations de refinancement auprès de la BCE, les 2 groupes affichent un désengagement quasi-total des TLTRO-3 : la Société Générale a intégralement remboursé ses encours, tandis que le Crédit Agricole ne conserve plus qu'une exposition résiduelle de 0,7 milliard d'euros au 30 septembre 2024.



Des ressources au service des transitions environnementales et sociétales

À l'aune de leurs résultats au 30 septembre 2024, les grandes banques françaises confirment leurs ambitions stratégiques et accélèrent leur engagement en faveur d'une finance durable.

Tout en revenant sur les efforts déployés depuis un an pour renforcer son capital, améliorer sa rentabilité et refondre son portefeuille d'activités, le groupe Société Générale annonce sa volonté de continuer à mettre en œuvre ses diverses initiatives stratégiques dans le but de parvenir à une performance durable, créatrice de valeur à long terme (développement de Boursobank, intégration de LeasePlan au sein d'Ayvens, accélération de sa contribution à la transition énergétique).

Le groupe BNP Paribas choisit, quant à lui, de mettre en avant à la fois la croissance de ses revenus et de son résultat net au 30 septembre 2024 par rapport aux revenus et résultats distribuables de l'exercice 2023, et sa volonté de poursuivre son développement dans la durée, avec notamment le projet d'acquisition d'AXA IM, initiative majeure visant à repositionner stratégiquement le pôle IPS au sein du groupe.

De son côté, le groupe Crédit Agricole, conforté par le niveau du résultat dégagé au 30 septembre 2024, confirme la perspective d'un résultat 2024 en avance d'un an sur son plan Ambitions 2025.

Enfin, s'il évoque l'exécution de son projet stratégique Vision 2030 selon la trajectoire fixée en France et à l'international, le groupe BPCE revient sur la réussite de son partenariat avec les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 (succès des paiements opérés par BPCE, financement du Village des Athlètes, engagement de 10.000 collaborateurs).

Au-delà des résultats financiers, les 9 premiers mois de l'année illustrent l'avancée des banques dans la mise en œuvre de leur feuille de route ESG, avec un déploiement massif de financements et d'investissements en faveur de la transition.

Alors que BNP Paribas revient sur son engagement en matière de responsabilité sociale (mise en œuvre de la People Strategy 2025 avec la mise en place des conditions de l'équité, avec la progression continue de la mixité dans la population SMP (Senior Management Position), ou encore l'amélioration du taux de mixité du Comité Exécutif, la Société Générale communique sur l'alignement de son portefeuille.

Dans ce cadre, le groupe Société Générale, qui a déjà atteint en avance sa cible de financement durable de 300 milliards d'euros, prévu sur la période 2022-2025, annonce un nouvel objectif de 500 milliards d'euros sur la période 2024-2030 (400 milliards d'euros sur le volet environnemental et 100 milliards d'euros sur le volet social). Le groupe précise qu'une grande partie du financement sera consacrée à des transactions dédiées à l'énergie propre, à l'immobilier durable, à la mobilité à faible émission de carbone et d'autres sujets liés à l'industrie et à la transition environnementale.

De son côté, le groupe Crédit Agricole fait état de son soutien continu à la transition de l'ensemble de ses métiers : nouveaux engagements en faveur du climat de Crédit Agricole Assurances, augmentation du portefeuille de green loans de CACIB, participation du groupe au dispositif de soutien du financement de la transition énergétique et écologique mis en place par la CDC. Ce dernier permettra au groupe de lever jusqu'à 5,3 milliards d'euros de liquidité destinée exclusivement au financement de nouveaux projets contribuant à la transition énergétique et écologique en 12 mois).

Enfin, en rejoignant « Act4nature international », le groupe BPCE renforce son engagement en faveur de l'environnement et se fixe ainsi des objectifs volontaristes dans le cadre de ses activités de banquier, d'assureur et d'investisseur, articulés autour de 5 axes : intégrer les enjeux relatifs à la biodiversité dans la stratégie, évaluer les impacts et dépendances liés à la nature, réduire les pressions sur les écosystèmes naturels et l'environnement, mobiliser les ressources financières en orientant une quote-part des investissements en faveur de la biodiversité, et renforcer la connaissance des collaborateurs en matière de biodiversité.

Le groupe communique également sur des actions concrètes et innovantes pour les clients et la société : renforcement du partenariat avec la Banque Européenne d'Investissement pour l'innovation et la transition énergétique des PME, des ETI et des territoires en France, nouvelle offre d'épargne bancaire verte destinée aux clients particuliers des réseaux Banque Populaire et Caisse d'Epargne, lancement du 1er Social Bond à coupon partagé au profit de l'Institut Robert-Debré du Cerveau de l'Enfant porté par l'APHP (traduisant sa capacité à proposer des solutions de financement innovantes pour accompagner les transitions vers un monde plus inclusif).



Méthodologie de l'analyse

KPMG a réalisé une analyse comparative des communiqués de presse, des slides investisseurs et des états financiers non audités des principaux groupes bancaires français publiés au 30 septembre 2024.

Ces éléments ont été publiés par les groupes bancaires aux dates suivantes :

- 31 octobre 2024 : BNP Paribas et Société Générale
- 6 novembre 2024 (avant bourse) : Crédit Agricole
- 6 novembre 2024 (après bourse) : BPCE

Contact

Arnaud Bourdeille

Associé

Responsable du secteur banque

abourdeille@kpmg.fr

© 2024 KPMG ADVISORY, société par actions simplifiée, membre français de l'organisation mondiale KPMG constituée de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (« private company limited by guarantee »). Tous droits réservés. Le nom et le logo KPMG sont des marques utilisées sous licence par les cabinets indépendants membres de l'organisation mondiale KPMG.